

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)*****Acheteur***

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement,
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)
Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF).

Représentant de l'acheteur (RA)

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)
Représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de
délégation de Monsieur le préfet de la Région Ile-de-France n°IDF 2023-04-19-
00003 du 19 avril 2023

Objet du marché

**Accord-cadre à bon de commande d'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour
l'instruction des demandes d'aménagement sur le réseau routier national géré
par la DiRIF par des maîtrises d'ouvrage tiers**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE 1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1.	Contexte du marché	4
1.2.	Objet du marché.....	4
1.3.	Contenu de la mission d'AMO – Prestations objet du marché	5
1.4.	Fonctionnement général de l'accord-cadre.....	6
1.5.	Lieux d'exécution.....	6
1.6.	Représentation de l'acheteur.....	6
1.7.	Notification des décisions	8
1.8.	Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel	10
1.9.	Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	10
1.10.	Responsabilités et Assurances	12
1.11.	Réalisation de prestations similaires.....	13
1.12.	Clauses sociales et environnementales.....	13
1.13.	Prévention des conflits d'intérêt	13
ARTICLE 2.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	15
2.1.	Pièces contractuelles de l'accord-cadre	15
2.2.	Engagements unilatéraux du titulaire.....	15
2.3.	Bons de commande.....	15
ARTICLE 3.	AVANCE - PRIX – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	17
3.1.	Avance	17
3.2.	Contenu des prix - Règlement des comptes	17
3.3.	Variation dans les prix	19
3.4.	Païement direct des sous-traitants	20
ARTICLE 4.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION – PENALITES, PRIMES	21
ET RETENUES		
4.1.	Durée de l'accord-cadre	21
4.2.	Délais d'exécution des bons de commande	21
4.3.	Pénalités.....	21
4.4.	Primes.....	22

4.5.	Retenue de garantie	22
ARTICLE 5.	EXECUTION DU MARCHE ET DES BONS DE COMMANDE	23
5.1.	Personnel et moyens du titulaire	23
5.2.	Présentation des rendus	23
5.3.	Désignation de sous-traitants en cours de marché	23
5.4.	Ordres de services	24
ARTICLE 6.	ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS	25
6.1.	Admission	25
6.2.	Réfaction	25
6.3.	Ajournement	25
6.4.	Rejet	25
ARTICLE 7.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	26
7.1.	Définitions	26
7.2.	Régime des connaissances antérieures	26
7.3.	Régime des résultats	26
ARTICLE 8.	RÉSILIATION	27
8.1.	Résiliation	27
8.2.	Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier	27
ARTICLE 9.	LITIGE	27
ARTICLE 10.	DÉROGATIONS AUX CCAG	28

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Contexte du marché

La Direction des routes d'Île-de-France est un service déconcentré du ministère chargé des transports placé sous l'autorité de la Préfecture d'Île-de-France au sein de la DRIEAT.

Elle est le gestionnaire du réseau routier national non concédé en Île-de-France (RRN), composé de près de :

- 1 300 kilomètres de routes, répartis selon environ 800 km de section courante de routes et d'autoroutes et de 500 km de bretelles d'échanges,
- 300 échangeurs,
- 25 tunnels de plus de 300 m représentant 48 km de voiries,
- 1 900 ouvrages d'art (ponts, viaducs, tranchées couvertes, murs etc.).

Pour plus de précision concernant l'organisation territoriale de la DiR IF et le réseau routier géré, le site <https://www.dir.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/.fr> pourra utilement être consulté.

Les trois grandes missions de la DiRIF portent sont l'exploitation, l'entretien et la modernisation de son réseau routier.

Différents Maîtres d'ouvrages « tiers » (collectivités territoriales, établissements publics, aménageur ou acteur économique privé) sont régulièrement porteurs de projet d'aménagement impactant le réseau routier national. Conformément aux dispositions de *l'instruction gouvernementale du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national* : **Tout aménagement impactant le RRN doit recueillir préalablement à sa réalisation, l'accord de l'État sur son opportunité et ses modalités de réalisation, afin de maintenir la cohérence, les fonctionnalités et la sécurité du réseau national.**

1.2. Objet du marché

La Direction des routes Ile-de-France (DiRIF) est amenée à assurer l'instruction des dossiers produits par des Maîtres d'Ouvrage Tiers, aux différents stades de leur projet d'aménagement (opportunité, avant-projet, PRO, etc), conformément aux dispositions de *l'Instruction technique relative aux modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national* dans sa dernière version en vigueur (Version consolidée du 24 juin 2024).

Les Arrondissement de gestion et d'exploitation de la route (AGER) territorialement concerné par le projet, sont les guichets d'entrée des demandeurs pour tout ce qui concerne l'instruction de leur projet, et s'appuient, autant que nécessaire, sur les compétences des services métiers de la DiRiF.

Selon la nature et la complexité du projet, cette instruction peut se résumer à émettre des avis techniques et les synthétiser pour apprécier l'acceptabilité des impacts sur le RRN du projet tiers, comme elle peut inviter à la mise en évidence de synergies, d'opportunités pour la modernisation du réseau DiRIF et à un travail de prescription pour étudier et/ou garantir la faisabilité du projet, avec les objectifs premiers de :

- garantir la sécurité des usagers ;
- garantir la sécurité des personnels d'exploitation ;
- garantir le maintien des conditions de viabilité du réseau (écoulement du trafic notamment, y compris en phase de réalisation des travaux) ;
- garantir la pérennité des ouvrages existants ou à venir.

Dans le cadre de l'instruction de ces demandes d'aménagement sur le réseau routier national (géré par la DiRIF) portées par des Maîtres d'ouvrages tiers, le présent marché a pour objet l'assistance à la maîtrise d'ouvrage DiRIF, qu'elle soit technique, administrative ou juridique, au sens de l'article L.2422-2 du Code de la commande publique (CCP), par la fourniture de conseil spécialisé dans l'analyse de ces projets.

Les missions du présent marché d'AMO ne sont pas exclusives pour les personnes physiques et morales des missions de maîtrise d'oeuvre ou d'assistance à Maîtrise d'ouvrage pour le compte de Maîtres d'ouvrage Tiers. Les dispositions relatives aux conflits d'intérêt qui surgiraient du fait de l'implication du titulaire dans une opération portée par un Maître d'ouvrage Tiers sont définies à l'article 1.13 – *Prévention des conflits d'intérêt* du présent CCAP.

1.3. Contenu de la mission d'AMO – Prestations objet du marché

Dans le cadre de sa mission d'assistance au maître d'ouvrage, le titulaire du présent marché aura en charge une mission générale d'AMO (assistance technique, administratives, juridique et financière). Il sera ainsi amené à :

- Analyser de la recevabilité des dossiers (complétude) ;
- Analyser de la conformité des dispositions techniques du le projet du tiers et de la conformité aux règles de conception et d'aménagement du RRN ;
- Formuler des recommandations, préconisation, demandes de compléments éventuels et réserves à formuler quant au projet le cas échéant ;
- Proposer des synthèses en vue d'une décision de la DiRIF, pouvant intégrer la synthèse des avis des services internes de la DiRIF,
- Assister la DiRIF dans les différents conventionnements liés aux projets ;
- Assister la DiRIF dans la prévention des risques et la gestion des aléas inhérents aux projets, quelle que soit leur nature, y compris l'accompagnements en cas litiges et des procédures amiables ou contentieuses qui en résultent.

Il est précisé que l'instruction des dossiers de demande d'aménagement portés par des Maîtres d'ouvrages Tiers ne doit pas conduire à faire le travail du maître d'ouvrage Tiers à sa place (encore moins à s'immiscer dans sa maîtrise d'oeuvre), mais bien à le responsabiliser quant au respect de la convention et des règles de l'art applicables. Cette démarche implique la conduite de vérification s'apparentant à un contrôle extérieur, étant précisé que le contrôle extérieur reste par nature à la charge du maître d'ouvrage.

Cette instruction consiste ainsi à :

- S'assurer du respect des règles techniques et des démarches qualité annoncées ou prescrites ;
- S'assurer du respect des règles techniques (instructions, circulaires, normes, guides techniques, etc.) au travers notamment de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle intérieur et la prise en compte du résultat du contrôle extérieur ;
- S'assurer du respect du programme, des avis et autres prescriptions formulées tout au long de la vie du projet ;
- Analyser les écarts éventuels aux règles de l'art à partir, au regard de justification et de la validation par le maître d'ouvrage ;
- Vérifier, à travers le plan de contrôle, l'examen des contrôles effectués, des résultats et des suites données, validées par le maître d'ouvrage.

Le contenu détaillé des prestations susceptibles d'être commandées dans le cadre du présent accord-cadre, selon les différentes phases des projets, est défini par l'Article 3 – Contenu des prestations attendues du CCTP du présent marché. Le titulaire devra être en mesure de mobiliser l'ensemble des compétences nécessaires à leur bonne exécution. D'une manière générale, il devra être en mesure d'apporter à la DiRIF du conseil, de l'expertise, des contrôles et une force de proposition sur tout sujet en lien avec les opérations analysées.

1.4. Fonctionnement général de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire et s'exécute par l'émission de bons de commande.

Pour mémoire, l'accord-cadre est une technique d'achat qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée (L. 2125-1 du code de la commande publique).

Les prestations sont rémunérées par application des prix unitaires et forfaitaires définis au BPUF du présent marché.

1.5. Lieux d'exécution

Les prestations seront exécutées sur la région Île-de-France pour les prestations nécessitant des déplacements et réunions en présentiel.

1.6. Représentation de l'acheteur

1.6.1. Représentation de l'acheteur

Pour l'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le directeur de la Direction des Routes Île-de-France et par le chef du Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau (SGPR). Ils sont notamment chargés :

- de coordonner l'exécution du marché, notamment les échanges entre les services de la DiRIF et le titulaire,
- d'assurer le suivi de la bonne réalisation des prestations (tant qualitative que quantitative,)
- d'assurer les actes relatifs à la gestion administrative et financière du marché.

À ce titre, il est le représentant de l'acheteur (RA) pour :

- la réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG PI) hors bons de commande ;
- la réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG PI) ;
- Notification des ordres de services et communications du Représentant de l'Acheteur (article 3.8 du CCAG PI) ;

Pour la passation et l'exécution des bons de commande, l'acheteur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, le responsable du service émetteur ou de son représentant, qui peuvent être :

- Le chef du Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau (SGPR), représenté par :
 - le Chef du Département Ouvrages d'Art (DOA),
 - le Chef du Département des Techniques Routières (DTR),
- Les Chefs de l'Arrondissement de Gestion de la Route (AGER) Nord, Sud, Est ou Ouest ;
- Le Chef du Service Trafic et Tunnels (STT), représenté par :
 - La Cheffe du Département Exploitation Trafic Tunnel (DETT),
 - Le Chef du Département d'Ingénierie pour la Modernisation des Tunnels (DIMET),

pour assumer les fonctions suivantes :

- Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 3-3 du CCAG PI).
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG PI) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG PI) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG-PI) ;

1.6.2. Autres intervenants liés à l'acheteur

Les Maîtres d'ouvrages « tiers » (collectivités territoriales, établissements publics, aménageur ou acteur économique privé) constituent les principaux interlocuteurs de la DiRIF dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Sauf exception préalablement validée par la DiRIF, le titulaire du présent marché ne conduit aucun échange direct avec les MOA Tiers.

Outre les différents services de la DiRIF identifiés à l'Article 2.1 – Organisation du Maître d'Ouvrage DiRIF du CCTP du présent marché qui sont susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur entretient des relations partenariales avec différents organismes telles que le CEREMA, qui sont également susceptibles d'intervenir dans l'instruction de projets portés par des MOA Tiers.

1.6.3. Conduite des prestations par une personne nommément désignée

La conduite du présent marché et des prestations qui en découlent fait l'objet d'un pilotage par une personne nommément désignée chargée d'être l'interlocutrice unique de la DiRIF tant sur l'exécution du contrat que sur l'exécution des prestations.

Cette personne physique, ingénieur en conduite de projet, préférentiellement dans le domaine des infrastructures routières et présentant un niveau d'expérience adapté à l'objet du marché, est désignée par le titulaire comme « chef de projet » pour le représenter dans toutes les relations avec le représentant de l'acheteur. Son identité et sa qualité sont précisées dans l'offre du titulaire.

Le titulaire désigne en outre un suppléant, également ingénieur en conduite de projet, en capacité de se substituer en cas d'empêchement majeur du chef de projet.

L'entreprise s'engage à assurer une continuité de service lors des périodes de congés des interlocuteurs désignés.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, lorsque le(la) chef(fe) de projet n'est plus en mesure d'accomplir ses fonctions, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ; lesquelles doivent s'exécuter sans discontinuités
- proposer au RA un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI susvisé, tout remplacement unilatéral intervenu, sans en avoir avisé, au préalable et au moins 7 jours calendaires avant le remplacement effectif, le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'entraîner l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent document.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire dans le délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis de retrait du référent initial par le titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, les pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP pourront être appliquées.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à le justifier, de demander le remplacement de l'un ou de plusieurs des membres de l'équipe projet désignés à la signature du marché.

Le titulaire s'engage à proposer un autre prestataire dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du maître d'ouvrage.

Le défaut de remplacement dans les délais susvisés peut également entraîner la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 11 du présent et conformément à l'article 39 du CCAG PI.

Pour le présent accord-cadre, en application de l'article R.2142-24 du CCP, du code de la commande publique, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Toute notification d'une décision ou communication du RPA est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

1.7. Notification des décisions

En application de l'article 3.1 du CCAG-PI, les écrits et communications courants prévus pour l'exécution de l'accord-cadre pourront être réalisés par des supports ou échanges électroniques. Les

ordres de service et les communications à caractère contractuel entre la maîtrise d'ouvrage et le titulaire pourront être transmis par voie électronique ou par voie postale.

Les communications et informations entre le titulaire de l'accord-cadre, d'une part et le représentant du maître d'ouvrage d'autre part, sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 précité du CCAG-PI.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG PI, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui sont utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG PI, pour la bonne exécution des prestations, les parties veillent tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses courriels indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci-après

1.7.1. Utilisation des fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation du RPA

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur pourra procéder à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plateforme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assure la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception sont générés par PLACE, et permettent de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG PI, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les trois huit calendaires à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents sont réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

1.7.2. Hors utilisation des fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation du RPA

1.7.2.1. Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçue 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.7.2.2. Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçue 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.8. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.8.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à 4.3 du présent CCAP.

1.8.2. Sites sensibles

Sans objet.

1.8.3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.9. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

1.9.1. Dispositions générales

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du maître d'ouvrage, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du maître d'ouvrage, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. À cette fin, il dépose les pièces et attestations concernées sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com>

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

1.9.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.9.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de

variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, codifiée dans le code de la commande publique.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 8 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.9.2.2. **Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang,
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

1.10. Responsabilités et Assurances

Conformément à l'article 9-2 du CCAG PI, les titulaires doivent fournir une attestation, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant

tout début d'exécution de celui-ci.

Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.).

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG PI, les prestations ne font pas l'objet d'une garantie technique.

1.11. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.12. Clauses sociales et environnementales

1.12.1. Clause d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

1.12.2. Clauses environnementales

Une partie des réunions avec le titulaire pourra se faire téléphoniquement ou via des dispositifs de visioconférence pour limiter les déplacements, et les transports en commun devront être privilégiés dès que cela est possible.

Sauf exception dûment justifiée par une impossibilité logicielle, les documents de travail sont exclusivement diffusés par le titulaire par courrier électronique, au format Acrobat (pdf), et présentés en réunions par documents numériques.

Les documents du marché et notamment l'article 2.7 - *Exigences environnementales* du CCTP fixent des conditions environnementales d'exécution.

1.13. Prévention des conflits d'intérêt

Dans l'éventualité où le titulaire du présent marché se trouverait dans la situation où il serait parti du prenante du projet tiers à instruire, en qualité de Maître d'œuvre ou d'Assistant à Maître d'ouvrage du MOA Tiers porteur du projet, ou dans le cas où ce dernier présenterait des intérêts indirectement liés à la réalisation de l'opération (ex : Amélioration de la desserte de locaux appartenant au titulaire), le titulaire en informe le Maître d'Ouvrage DiRIF dans les 2 jours ouvrés suivant la transmission de la commande concernée.

Le titulaire propose alors au Maître d'Ouvrage DiRIF :

- la mobilisation d'un chef de projet et de moyens humains interne indépendants (y compris en terme d'autorité hiérarchique) de l'équipe intervenant sur le projet tiers à instruire. Le titulaire, démontre, au travers d'une note d'organisation et organigramme à l'appui, l'indépendance des moyens humains mobilisés pour l'exécution des prestations objet du

présent marché, ainsi que le caractère adapté de leurs compétences. La DiRIF se réserve le droit de refuser les personnes proposées pour l'exécution des prestations.

- La sous-traitance des prestations à réaliser, par un prestataire présentant les compétences et qualifications requises pour la prestation. Le sous-traitant rend alors compte de ses prestations simultanément au titulaire et à la DiRIF, de sorte à ce qu'aucune modification des prestations réalisées par le sous-traitant ne soit effectuée par le titulaire.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A - Pièces particulières

- **L'acte d'engagement** et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du représentant de l'acheteur fait seul foi ;
- Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) ;
- La note d'organisation décrivant l'organisation proposée pour répondre aux besoins du présent marché **désignant le chef de projet et son suppléant qui seront affectés à la conduite des prestations**, document constitutif du mémoire technique remis à l'appui de l'offre.

B - Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021
- Les normes en vigueur, guides, notes techniques et recommandations ministérielles et plus généralement tout document afférent aux règles de l'art dans le domaine des prestations objet du marché.

2.2. Engagements unilatéraux du titulaire

À l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents listés à l'article III du Règlement de la Consultation qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourront par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en oeuvre pour réaliser les prestations différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

2.3. Bons de commande

2.3.1. Émission et exécution des bons de commande

Le chef de projet désigné pour l'exécution de présent accord-cadre est l'interlocuteur de référence unique de maître d'ouvrage pour l'organisation, la préparation, l'exécution et la réception des commandes.

Les bons de commande sont émis par le maître d'ouvrage à la survenance des besoins.

Les bons de commandes sont émis à la survenance du besoin. Leur émission pourra être précédé d'un échange préalable visant à évaluer la nature des prestations ainsi que les quantités prévisionnelles à prévoir au regard du projet à instruire.

Les bons de commande pourront être adressés par courriel pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 18 h.

Les bons de commande précisent :

- La désignation des prestations à réaliser ;
- La quantité commandée par prestations ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les conditions d'exécution ;
- Le délai d'exécution/de livraison ;
- La référence du marché
- Les informations relatives à la facturation (n° SIRET de l'État, Code du service exécutant, numéro d'engagement juridique du bon de commande).

Le bon de commande signé par le RA ou le représentant de la DiRIF habilité est notifié à l'entreprise dans les conditions définies à l'article 1.7 - *Notification des décisions* du présent CCAP

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG PI, le délai d'exécution du bon de commande peut partir de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

2.3.2. Modification ou annulation d'un bon de commande

L'administration peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en diminuant ou en augmentant la quantité des prestations commandées, ou en ajoutant des prestations non prévues initialement au bon de commande.

L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire suivant les modalités de l'article 1.7 - *Notification des décisions* du présent CCAP. La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

L'annulation ou la réduction d'un bon de commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais le RPA doit rembourser les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial. Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations. L'indemnisation est strictement proportionnée à l'avancement effectif de l'exécution des prestations annulées.

ARTICLE 3. AVANCE - PRIX – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec montant maximum.

3.1. Avance

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial hors taxe du montant du bon de commande est supérieur ou égal à 50000 € HT, et que sa durée d'exécution est supérieure ou égale à 2 mois. Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5% du montant minimum TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 5.3.3 ci-après compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande (date de notification).

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

3.2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3.2.1. Contenu des prix

Les prix de l'accord cadre sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

Les prix affichés au bordereau des prix sont fermes.

Les prix sont établis tous frais compris. Ils comprennent notamment, sans que cette liste soit limitative, toutes charges fiscales, parafiscales ou autres, le coût des frais de réunion, de déplacement, d'hébergement, de restauration, de fourniture de la documentation relative à l'exécution des prestations.

En cas de co-traitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RA ou d'un avenant.

3.2.2. Modalités du règlement des comptes du marché

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Les prestations sont payées sur présentation de chaque demande de paiement par le titulaire (factures) dans les conditions fixées par l'article 4.2.3 du présent CCAP.

En application des articles 11.4.5 et 11.8.1 du CCAG PI, si une partie des prestations objet du bon de commande à laquelle tout ou partie des prix se rapportent n'est pas achevée, le titulaire peut demander au RA le règlement partiel définitif des prestations exécutées. Le RA peut alors effectuer un règlement partiel définitif des prix correspondant aux prestations exécutées ou des fractions de prix égales au pourcentage d'exécution des prestations. Dans ce cas, la demande de paiement établie par le titulaire indique le détail des prestations réalisées. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement

3.2.3. Modalités de transmission et de paiement

3.2.3.1. Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter :

- Les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP
- Ainsi que :
 - Le numéro de marché
 - Le numéro de SIRET de l'Etat
 - Le code du service exécutant de la dépense, figurant sur le bon de commande
 - Le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, figurant sur le bon de commande

Chaque facture déposée par le titulaire ne devra se rapporter qu'à un seul bon de commande. En conséquence, le titulaire devra présenter autant de factures que de bons de commandes sur lesquels un paiement lui est dû.

3.2.3.2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisibles annuellement, à chaque reconduction du marché, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4. ci-après

3.3.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

3.3.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché pour l'ensemble des prix de l'accord cadre est l'index :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP.

3.3.3. Modalités de révision des prix

La révision des prix est annuelle, elle est effectuée à la date anniversaire de la notification du marché.

Le coefficient de révision **C_n** applicable pour le calcul est donné par la formule ci-après:

$$C_n = I_{d-3} / I_{o-3}$$

avec :

- I_{o-3} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois m0 moins 3 mois;
- I_{d-3} = valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 3 mois.

La périodicité de la révision est de 12 mois, et concerne les prestations à commander l'année suivante. En conséquence, la première année (période ferme) du marché n'est pas révisée.

La première révision est effectuée au mois anniversaire de la notification. En cas de reconduction du présent accord-cadre, les prix révisés sont applicables aux bons de commande notifiés au titulaire

postérieurement à la date de reconduction.

L'entreprise devra adresser à l'Acheteur, avant la date anniversaire du marché, une proposition de bordereau des prix actualisé. Le délai de validation du RA est de 1 mois. Si le RA ne répond pas sous 1 mois, la proposition est réputée comme acceptée, sauf erreur manifeste dans l'application des conditions de révision.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix à la date prévue et sans que l'acheteur ne soit tenu de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période suivante. Cependant, si la révision est négative, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de l'appliquer d'office. La révision des prix est annuelle, elle est effectuée à la date anniversaire de la notification du marché.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG.

3.3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

**ARTICLE 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION – PENALITES,
PIRMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4.1. Durée de l'accord-cadre

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution des bons de commande sont définis par les différents bons de commande.

Le délai d'exécution des prestations objet des différents bons de commande sont définis à l'article 4 – Délai d'exécution des prestations du CCTP du présent marché.

Le non-respect des délais d'exécution peut entraîner l'application de pénalités de retard selon les modalités de l'article 4.2 du présent CCAP relatif aux pénalités de retard.

Les bons de commande doivent être émis pendant la période de validité du marché. Leur délai d'exécution ne peut excéder la durée de validité du marché majorée de 6 mois.

4.3. Pénalités

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire et sont cumulables entre-elles.

4.3.1. Pénalités pour retard d'exécution**4.3.1.1. Pénalité pour non-respect du délai d'exécution global du bon de commande**

Sans objet.

4.3.1.2. Pénalité pour non-respect du délai d'exécution d'une prestation (remise d'un livrable)

En cas de non-respect d'un délai d'exécution pour la remise d'un livrable tel que défini à l'article 4.1 – Délais d'exécution des prestations du CCTP du présent marché, il sera fait application d'une pénalité de retard composée :

- D'une pénalité forfaitaire d'un montant de deux-cent (200) euros pour l'ensemble des livrables dont la remise est attendu à une même échéance ;
- Complétée par une pénalité journalière de dix (10) euros pour retard calculée par application de la formule suivante : $P = V \times R \times 0,02$ dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

4.3.2. Autres pénalités

Pénalité pour changement de Chef de projet

- La pénalité pour changement de personne physique désignée par le titulaire est de cinq-cent (500) euros HT par occurrence pour le Chef de Projet.

Cette pénalité est appliquée pour chaque changement du chef de projet désigné dans la note d'organisation du titulaire remise à l'appui de son offre.

Pénalité pour changement de Chef de projet sans accord préalable du Maître d'Ouvrage :

- La pénalité pour changement de personne physique désignée par le titulaire, sans accord-préalable du Maître d'ouvrage, est de cinq-mille (5 000) euros HT par occurrence pour le Chef de Projet.

Pénalité pour absence à une réunion :

- La pénalité pour non-participation du Chef de projet ou de la personne désignée par ses soins à une réunion prévue au contrat est de cinq cent (500) euros HT par absence

Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité et devoir d'alerte au titre du RGDP :

- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité ou de défaut dans la mise en œuvre du devoir d'alerte définis à l'article 1.9 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de dix mille (10 000) euros HT.
- En cas de non déclaration d'une situation de conflit d'intérêt telle que définie à l'article 1.13 – *Prévention des conflits d'intérêt* du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de dix mille (10 000) euros HT.

4.4. Primes

Sans objet

4.5. Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 5. EXECUTION DU MARCHE ET DES BONS DE COMMANDE**5.1. Personnel et moyens du titulaire**

Le personnel du titulaire doit posséder les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Lors des interventions sur les emprises des voies gérées par la DiRIF ou d'un projet sous responsabilité d'un MOA Tiers, le personnel du titulaire et les sous-traitants éventuels sont soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation des travailleurs ;
- Au règlement intérieur de l'établissement d'exploitation ;
- Aux dispositions définies à l'article 5 du CCTP du présent marché.
- Aux dispositions de l'article 5 du CCAG PI.

5.2. Présentation des rendus

Les différentes productions attendues au sont remis au maître d'ouvrage pour vérification et réception.

Les documents sont transmis en version électronique (dans un format adapté à la nature du document et lisible par le maître d'ouvrage) et des exemplaires en version papier pourront être réalisés mais uniquement à la demande du maître d'ouvrage afin de limiter l'impact sur l'environnement.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée et le droit de demander au titulaire les livrables en version numérique modifiable.

5.3. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Si le titulaire présente une demande de sous-traitance postérieurement à la notification du marché, il remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant la nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (et, le cas échéant, les modalités de variation des prix) et, le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie. Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties (formulaire DC 4 téléchargeables sur : <https://www2.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Si le titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché ou l'acte spécial, ou s'il envisage de modifier la répartition des prestations entre lui-même et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes, il demande la modification de l'exemplaire unique du marché.

Si cet exemplaire a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.

Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents exigés vaut acceptation de l'augmentation ou de la nouvelle répartition des prestations sous-traitées.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles R.2193-3 et 4 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-11-3 du présent CCAP.

5.4.Ordres de services

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG PI sont applicables.

ARTICLE 6. ACHÈVEMENT DES PRESTATIONS

6.1. Admission

Il est fait application des articles 28 et 29.1 du CCAG.

6.2. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

6.3. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 6.2 ci-dessus.

Par dérogation au 3e alinéa de l'article 29.4.1 du CCAG, le silence du maître d'ouvrage ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

6.4. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 7. PROPRIETE INTELLECTUELLE**7.1. Définitions**

En complément de l'article 32 du CCAG PI, les « résultats » désignent notamment les études, inventions, dessins, maquettes, logiciels, les documents écrits ou graphiques sur support matériels ou électroniques, ainsi que les prestations de direction, d'examen, de vérification et de gestion utiles à la réalisation et à l'exploitation, par d'autres opérateurs économiques, des ouvrages ou équipements visés par le marché.

7.2. Régime des connaissances antérieures

Les dispositions de l'article 33 du CCAG PI sont applicables quant au régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards.

7.3. Régime des résultats

L'article 35 du CCAG PI s'applique.

Toutes les études et tous les documents produits en exécution du présent marché seront la propriété de l'État.

Le titulaire ne pourra utiliser tout ou partie des résultats des études faisant l'objet du présent marché qu'avec l'accord préalable de l'administration.

ARTICLE 8. RÉSILIATION

8.1. Résiliation

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI sont applicables.

8.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Les dispositions de l'article 39 du CCAG PI sont applicables

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le maître d'ouvrage des informations énumérées à l'article 3.4.2 du CCAG PI, complétées par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1.h du CCAG PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et 4 du code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant dans les conditions de l'article 36 du CCAG PI.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail conformément aux articles R.2143-6 à 10 du CCP, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

ARTICLE 9. LITIGE

Tout différent pouvant survenir à propos du présent accord cadre ou dans l'exécution d'un marché subséquent et ne pouvant être réglé à l'amiable sera de la compétence du tribunal administratif de PARIS.

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75 181 Paris cedex 04

Tél. : 01 44 59 44 00 / Télécopieur : 01 44 59 46 46

Courrier électronique (courriel) : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L.) : [http\(s\):// paris.tribunal-administratif.fr](http(s)://paris.tribunal-administratif.fr)

ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

Article du présent CCAP	Dérogé à l'article
1.6.3	3.4.3 du CCAG PI
1.7.1	3.2.1 du CCAG PI
1.10	30 du CCAG PI
2.1	4.1 du CCAG PI
2.3.1	13.1.2 du CCAG PI
4.	14.1.3 du CCAG PI
6.2	29.3 du CCAG PI
6.3	29.4.1 du CCAG PI